

<https://sudeducation92.ouvaton.org/spip.php?article1376>



Violence ordinaire patronale à Air France : 2900 chemises déchirées !

- INTERPROFESSIONNEL



Date de mise en ligne : samedi 24 octobre 2015

Copyright © SUD éducation 92 - Tous droits réservés

"Le patronat n'a pas besoin, lui, pour exercer une action violente, de gestes désordonnés et de paroles tumultueuses ! Quelques hommes se rassemblent, à huis clos, dans la sécurité, dans l'intimité d'un conseil d'administration, et à quelques-uns, sans violence, sans gestes désordonnés, sans éclats de voix, comme des diplomates causant autour du tapis vert, ils décident que le salaire raisonnable sera refusé aux ouvriers ; ils décident que les ouvriers qui continuent la lutte seront exclus, seront chassés, seront désignés par des marques imperceptibles, mais connues des autres patrons, à l'universelle vindicte patronale. (...) Ainsi, tandis que l'acte de violence de l'ouvrier apparaît toujours, est toujours défini, toujours aisément frappé, la responsabilité profonde et meurtrière des grands patrons, des grands capitalistes, elle se dérobe, elle s'évanouit dans une sorte d'obscurité".

Jean Jaurès, discours devant la Chambre des Députés, séance du 19 juin 1906

A l'initiative des syndicats notamment SUD, CGT, UNSA d'Air France, un rassemblement a rassemblé environ 7000 personnes, venues de toute la France place Edouard Herriot, derrière l'Assemblée nationale à Paris : salarié(e)s d'Air France, enseignant(e)s, étudiant(e)s, travailleurs-euses de l'Industrie et autres, beaucoup de secteurs étaient représentés.

C'est que l'interpellation policière à l'aube qui a fait suite à la mise à pied sans salaire des 6 salarié(e)s d'Air France a provoqué une forte colère au sein du mouvement ouvrier et syndical.

Rappel des faits

Lors du CCE d'Air France du 13 octobre, des salarié(e)s pénètrent sur le lieu de réunion pour porter leur colère et leur opposition face au plan de 2900 licenciements annoncé dans l'entreprise. Pris de panique et dans l'agitation générale de la fuite des dirigeants de l'entreprise, le DRH est filmé chemise déchirée. Depuis, on ne parle que de la violence des salarié(e)s (alors même que la seule violence attestée est envers ladite chemise !).

Et la violence patronale ? 2900 licenciements, qui entraineront, comme d'habitude, divorces, vies brisées ? En parle-t-on ? Une fois encore, les médias-relais du pouvoir et de l'opinion dominante que celui-ci véhicule ne relatent que les effets (la colère ouvrière), pas les causes (le désastre social et humain généré par un capitalisme structurellement destructeur de vies, de lien social...). Outre les 2900 salarié(e)s qui resteront sur le carreau, ce sont aussi les milliers de sous-traitants qui vont aussi, mais pour de bon eux, perdre leur chemise ! Et quelques jours après, c'est un cadre dans le secteur de la Santé qui, lors d'une séance de CE, menaçait une camarade de SUD, la menaçant de la frapper. Qu'en est-il advenu ? Mise à pied, interpellation, procès ? Et non !

Violence ordinaire patronale

Air France se targue d'un résultat d'exploitation excédentaire de 123 millions d'euros ! Après avoir opposé les catégories de personnels, salariés contre pilots de ligne, c'est maintenant la contestation syndicale et ouvrière qui est visée et criminalisée, pour une simple chemise : symbole d'un chef humilié, en mauvaise posture ; ça la fout mal quand on se vautre dans le confort et qu'on est du côté de ceux et celles qui licencient, pas des licencié(e)s !

Le jour du rassemblement, un nouveau CCE, tenu secret cette fois, a confirmé les 2900 licenciements. Raison de plus pour les 7000 personnes présentes de renforcer l'expression de leur solidarité : "ça doit être le début de

Violence ordinaire patronale à Air France : 2900 chemises déchirées !

quelque chose", entend-on lors des interventions syndicales et politiques au micro.

Mercredi 2 décembre, le procès des 6 aura lieu et on annonce déjà une possible grève générale ce jour-là. A nous toutes et tous de nous montrer solidaires ce jour-là : débrayons, rassemblons-nous, manifestons, car une attaque contre le mouvement ouvrier et syndical concerne l'ensemble des travailleuses-eurs, celles et ceux des différents secteurs qui étaient présents ce jeudi, et bien d'autres, l'ont bien compris !

RDV donc le mercredi 2 décembre, partout en France, pour soutenir nos camarades en lutte !

